

Café géographique à TOULOUSE (25 Janvier 2006)

Turbulences en Asie centrale

Sonia Jédidi

*Géographe à l'Institut Français de Géopolitique (Université de Paris-8) et chercheur associé au Centre de GéoStratégie de l'ENS-Ulm, Sonia JEDIDI est aussi **Présidente de l'O.N.G. "ACTED"** présente en Asie centrale. A la fois universitaire et engagée sur le terrain, elle est particulièrement bien placée pour présenter les turbulences dans cette région.*

INTRODUCTION

L'Asie centrale a échappé pendant longtemps aux regards médiatiques. En revanche, depuis septembre 2001, et surtout depuis l'intervention américaine contre les talibans et le mouvement al Qaïda en Afghanistan, cet espace est régulièrement sous les feux de la rampe, principalement parce qu'il est devenu une source d'inquiétude pour la sécurité mondiale.

Depuis, les médias relèvent régulièrement les différentes turbulences qui le secouent et soulignent les grands enjeux auxquels il est confronté : il s'agit par exemple de la question de la difficile démocratisation, ou des répercussions du développement de l'islamisme pour la sécurité mondiale, ou de la question de la drogue et de son impact sur le développement de la criminalité, et de bien d'autres questions ...

Ainsi, l'Asie centrale, autrefois territoire mythique en Occident faisant référence aux grandes conquêtes mongoles, à la fameuse route de la soie de Marco Polo ou au "Grand jeu" russo-britannique, est désormais au cœur d'intérêts et d'enjeux géopolitiques aussi bien internes qu'externes.

Mais d'abord, en parlant d'Asie centrale, de quel espace parlons nous ?

L'Asie centrale recouvre une réalité géographique bien plus vaste que ce que l'on appelle aujourd'hui Asie centrale (les 5 républiques ex-soviétiques : Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan). L'Asie centrale s'étend :

- de la mer Caspienne à la Chine et à la Mongolie,
- et de la Sibérie à l'Afghanistan et au Nord du Pakistan.

C'est une vaste région de déserts, de steppes et de chaînes montagneuses qui culminent pour certaines d'entre elles à plus de 7000 m. : un paysage géographique très contrasté.

Etant donné que l'actualité de l'Asie centrale concerne ces derniers temps surtout l'avenir des 5 républiques ex-soviétiques et plus au sud l'avenir de l'Afghanistan, je vais me focaliser plus particulièrement sur ces espaces.

Mon propos ne sera pas exhaustif, j'ai distingué quelques questions que l'actualité a mis en exergue ces derniers mois, il en reste bien entendu d'autres que nous pourrons évoquer lors du

débat au gré de vos questions.

1. Les grandes questions et les grands défis géopolitiques qui se posent aujourd'hui aux 5 républiques ex-soviétiques, à l'origine de turbulences présentes et à venir ?

Ces cinq républiques sont toutes nées en 1991 lors de la dislocation de l'URSS. De la période soviétique, elles héritent toutes de tensions sociales, économiques, politiques et mêmes ethniques qui avaient déjà provoqué des turbulences avant même les indépendances.

C'est le Tadjikistan, république la plus pauvre d'Asie centrale qui en a le plus souffert. Une guerre civile y a sévit pendant 5 ans. Mais le Tadjikistan ne fait pas exception, on a eu d'autres turbulences en Asie centrale, comme par exemple les tensions interethniques qui ont eu lieu à Osh, ou dans le Ferghana, etc.

Avec l'implosion de l'URSS, les républiques sont toutes promues malgré elles au rang d'Etats indépendants. Elles sont toutes nées de façon inattendue, sans guerre d'indépendance, ni mouvement indépendantiste réellement structuré. Elles n'avaient pas été réellement préparées à assumer seules leurs destins.

- **La question de la constitution en Etats-nations**

De cette situation résulte un défi géopolitique majeur pour les pouvoirs en place : ils sont tous confrontés à l'enjeu de construire des nations sur des territoires marqués par une hétérogénéité ethnique et des frontières complexes.

Or ce défi n'est pas simple, d'autant que les émeutes inter-ethniques précédentes font que tous les pouvoirs craignent de voir se briser l'équilibre inter-ethnique au sein de leur république. Ils ont tous peur de voir apparaître des solidarités ethniques de part et d'autres des frontières, lorsque le territoire voisin est peuplé de la même ethnie. Par exemple, le Kazakhstan craint que sa minorité russe, majoritaire sur des portions du territoire frontalier avec la Russie, revendique d'être rattachée à la Russie.

Aucune république d'Asie centrale n'a jamais été un Etat-nation avant l'indépendance. En 1991, elles héritent toutes de territoires qui ne correspondent pas à un territoire historique où auraient pu se forger le sentiment d'appartenance à une nation. Elles héritent toutes de territoires non homogènes ethniquement, délimités par Staline en fonction de critères économiques et de lignes de partage linguistique. Compte tenu de la diversité ethnique en Asie centrale, il était impossible d'obtenir des territoires homogènes ethniquement.

De ces découpages frontaliers, seuls 5 ethnies (kazakhs, ouzbeks, kirghiz, tadjiks et turkmènes) obtiennent une république. Ces républiques sont donc dotées de frontières complexes et sont marquées par une diversité ethnique, même si la nationalité éponyme, pour une grande part d'entre elles prédomine à présent. On recensait ainsi au Kazakhstan en 1993 :

Kazakhs : 41,9%

Russes : 37%

Ukrainiens : 5,2%

Allemands : 4,7%

Ouzbeks : 2,1%

Tatars : 2%

Autres : Ouïgours : 2% ; Biélorusses : 1,1% ; Azéris : 0,5% ; Coréens : 0,6%

Toutes les républiques se caractérisent par le développement d'un nationalisme ethnique au détriment des autres nationalités ; ce choix peut entraîner de nouveau des tensions entre l'ethnie éponyme et des minorités qui estiment être marginalisées. Du coup, faute de passé historique et surtout de construction nationale progressive, ces nouvelles nations se construisent par en haut, par

un Etat fort mobilisant différentes légitimités pour s'imposer et imposer une construction nationale à l'ensemble de la population.

Pour l'instant les identités ethniques définies par le soviétisme semblent avoir pris racine :

- pas de contestation de frontières issues de l'ex-URSS, ni de demande de rectifications mêmes mineures de frontières aberrantes
- ni de revendications sur des territoires d'un autre Etat peuplé par une même ethnité.

Toutefois, on est encore loin d'Etat-nations homogènes. La politique intérieure des 5 Etats est conditionnée par le poids du factionnalisme régionaliste ou tribal. Les grands clivages politiques ne sont pas idéologiques. Ils sont fondés sur des réseaux de solidarité hérités de l'ancien système soviétique, articulés sur les régions d'origine des principaux dirigeants.

Même au Tadjikistan, le seul pays où un parti islamiste a fait une percée à l'issue de la guerre civile, ce parti exprime en réalité les revendications d'un groupe régional : les habitants de la région de Gharm, les Gharmis. Au Tadjikistan, la guerre civile a opposé la faction de la région de Kouliab (les Kouliabis) à celle de la région de Gharm. Elle a représenté la forme la plus exacerbée du factionnalisme régionaliste.

Ainsi, pour réduire toute contestation de minorités, dans toutes les Républiques, l'imposition de l'Etat-nation se fait par l'intermédiaire de la mise en place d'un système autoritaire présidentiel, héritier de l'appareil soviétique et du mythe de l'Etat fort. Elles se sont débarrassées de toute idéologie de type communiste ou néo-soviétique en faveur d'un discours avant tout nationaliste ethnique.

• **La question de l'extrémisme religieux**

Dans cette région, l'islam est un référent identitaire important : la conscience identitaire islamique est bien implantée, une grande majorité de la population perçoit l'islam comme sous-jacent à son identité et considère que l'islam fait partie de son identité sociale.

Les populations en Asie centrale ont eu un regain d'intérêt pour l'islam depuis les indépendances : les pratiques religieuses augmentent. Même les pouvoirs n'ont pas inhibé leur identité islamique, les autorités ont compris l'importance d'afficher leur respect de la religion. Toutefois, les autorités utilisent l'élément religieux avec prudence. Ils n'associent pas, par exemple, l'élément religieux à leur discours sur la nation. Ils sont conscients que cet élément commun à l'ensemble des républiques n'est pas un facteur de différenciation, qu'un sentiment identitaire islamique peut concurrencer un sentiment identitaire ouzbek, tadjik, kirghize, etc. De plus, ils sont tous conscients de la menace que représente pour leur pouvoir le développement de discours islamistes dans la région. Ils savent que ces mouvements sont organisés et qu'ils trouvent du répondant auprès de populations en difficulté à l'avenir limité.

Toutefois, bien que l'islam soit un référent identitaire important pour ces populations, je ne crois pas que l'islamisme soit une menace imminente comme le laisse entendre certains dirigeants de cette région. Il est clair qu'il existe en Asie centrale des mouvements fondés sur une lecture radicale de l'islam, notamment en Ouzbékistan et particulièrement dans la vallée du Ferghana, où ces mouvements visent à renverser le pouvoir ouzbek. Mais, la menace islamiste pour la sécurité régionale et internationale, avancée par les dirigeants de la région, est surtout un prétexte commode pour les gouvernants pour permettre une répression politique large et renforcer ainsi leurs pouvoirs.

En revanche, la détérioration de la situation politique, économique et même religieuse peut favoriser l'influence de mouvements islamistes. D'autant que les populations sont beaucoup plus familières à des référents islamiques qu'à des référents démocratiques, promus par des gouvernements qui ne les appliquent même pas.

- **La question de la transition vers la démocratie**

On a vu l'année dernière les turbulences que "la révolution des tulipes" a occasionnées au Kirghizstan. Ce problème risque de se reproduire puisque tous les régimes centraux-asiatiques ne sont pas démocratiques. Ils peuvent tous être décrits comme paternalistes, autoritaires et dirigés par les intérêts d'oligarchies établies liées aux pouvoirs en place. Tous les pouvoirs sont, par ailleurs, marqués par la corruption. Les principaux acteurs politiques sont tous issus de la nomenklatura soviétique et perpétuent leurs réflexes soviétiques.

La question de la transition vers la démocratie est un véritable défi pour une région qui a une très faible expérience de gouvernements élus. Elle est susceptible d'entraîner de nouvelles turbulences dans la région. Or, la communauté internationale, USA en tête, font de cette question l'une des conditions de la légitimité des pouvoirs en place et de son aide à la région. Les atteintes au droit de l'homme du régime ouzbek, bien avant les derniers événements d'Andijan, avaient déjà entraîné l'arrêt de l'aide européenne à l'Ouzbékistan.

Autre question importante : la succession des dirigeants actuels. Ils sont tous, à l'exception du récent président kirghiz, au pouvoir depuis les indépendances. Leur succession va se poser dans un avenir proche et est susceptible d'entraîner des turbulences.

Dans ce contexte politique délicat, comment les populations largement frustrées d'une répartition mal équilibrée des richesses internes, en proie au chômage et à un avenir limité vont-elles réagir dans le cadre d'une réorganisation politique ? A moins, comme nous l'ont montré les derniers événements au Kirghizstan, que des influences extérieures favorisent des transitions politiques vers la démocratie ? On sait que des ONG américaines jouent un rôle important dans ce sens dans la région et qu'elles préparent le terrain. Toutefois, l'influence américaine ne fait plus l'unanimité dans la région. Les instigateurs de "la révolution des tulipes" commencent à susciter des crispations dans la région. Du coup, ce contexte modifie la configuration des alliances extérieures.

- **La question des luttes d'influence entre des puissances extérieures**

Depuis le 11 septembre, l'Asie centrale est au cœur d'un nouveau "grand jeu" entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Bien entendu, d'autres puissances régionales tels que, l'Iran, la Turquie, le Pakistan et l'Inde essayent de s'y positionner ; mais ce sont des acteurs secondaires qui jouent un rôle plutôt d'appui dans la stratégie des grands acteurs extérieurs que sont les USA, la Chine et la Russie.

L'Asie centrale a été pendant longtemps un pré carré de la Russie. Mais, à la suite du 11 septembre, les USA arrivent dans la région. Dans le cadre de leur lutte contre le terrorisme, ils obtiennent l'autorisation d'installer des bases militaires dans la région, aussi bien par les pouvoirs en place que par la Russie. Ils en installent une à Khanabad en Ouzbékistan et une autre au Kirghizstan à l'aéroport de Manas à Bichkek. Ils obtiennent également l'autorisation d'utiliser les bases aériennes tadjiks.

Au départ, les Russes ne manifestent pas d'hostilité à la présence américaine, d'autant qu'elle est liée à une lutte contre des terroristes islamistes, auxquels ils sont confrontés dans leur guerre en Tchétchénie. Ils avaient, avant les indépendances, délaissé la région en grande partie parce qu'ils n'étaient plus capables d'y demeurer actifs. Cette donne change avec l'arrivée de Poutine au pouvoir : l'Asie centrale est de nouveau perçue comme une première ligne de défense de la Russie. De plus, les Russes estiment qu'il leur est essentiel de toujours conserver un droit de regard sur le potentiel énergétique de la région, qui transite pour l'instant encore par leur territoire. C'est pourquoi, pour renforcer leur influence, les Russes inaugurent en 2003 une nouvelle base militaire à Kant au Kirghizstan.

Quant à la Chine, elle a toujours vu dans l'Asie centrale, un important débouché commercial pour ses produits. Elle a par ailleurs toujours convoité son important potentiel énergétique et minier. C'est pourquoi, elle s'est positionnée dans un rôle d'acteur extérieur de premier plan dans le jeu d'influence sur l'Asie centrale.

Toutefois, le jeu des alliances s'est sensiblement modifié ces derniers mois. Les relations entre Washington et le régime ouzbek d'Islam Karimov se sont dégradées après le massacre, le 13 mai 2005, de plusieurs centaines de manifestants dans la ville d'Andijan au Ferghana. Le président ouzbek a ordonné aux américains d'évacuer la base de Khanabad. Parallèlement, il a signé en novembre un traité d'alliance avec la Russie, qui stipule qu'en cas d'agression de l'une des parties, l'autre lui apportera l'aide nécessaire, y compris militaire.

Par ailleurs, la nervosité de la Russie face à l'avancée américaine dans son "pré carré" traditionnel s'est accrue depuis la "révolution démocratique" survenue en mars au Kirghizstan. La Russie se demande si les USA ne cherche pas à contribuer à d'autres changements de régime dans cette région et à placer à leur place d'autres dirigeants à leur solde.

Pour l'instant, les Russes et les Chinois semblent faire front commun contre les américains à travers l'Organisation de coopération de Shanghai, dont ils sont membres avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan. Cette organisation a été conçue, pour combattre le terrorisme, le trafic de drogue et le séparatisme ouïgour. La Russie a indiqué, lors du dernier sommet de juillet de l'Organisation, qu'elle comptait augmenter le nombre de ses troupes en Asie centrale. Et les Etats membres se sont prononcés pour qu'une "date butoir" limite la durée du déploiement des bases américaines dans la région. Ils ont estimé que "la phase militaire active de l'opération antiterroriste en Afghanistan" touchait à sa fin, et qu'en conséquence le déploiement américain perdait sa justification.

Ainsi, les régimes d'Asie centrale se retrouvent entre le marteau et l'enclume. Ils savent que s'ils veulent bénéficier des dollars américains, il leur faut favoriser l'influence américaine dans la région. Ils savent que s'ils font ce choix, ils prennent le risque d'être confrontés à des exigences américaines contraires à leur pratique du pouvoir.

Comment ces luttes d'influence vont-elles évoluer et quel sera leur impact sur la stabilité régionale ? Le jeu de rivalité d'intérêts souvent contradictoires de puissances extérieures favorisera-t-il de nouvelles turbulences dans la région ?

2. Quels sont les problèmes que posent l'Afghanistan dans cet ensemble régional ? Et quelles sont les turbulences auxquelles l'Afghanistan est confronté ?

Si l'intervention américaine contre les talibans a permis de mettre fin aux 25 ans de guerre, on note à travers ce qu'en disent les médias qu'il y a encore régulièrement des turbulences en Afghanistan. La question la plus importante qui revient régulièrement est la question de l'insécurité qui prévaut encore sur le territoire afghan.

- **Les turbulences liées aux attentats et aux combats dans le Sud et le Sud-Est**

Ce climat d'insécurité prévaut principalement dans le Sud et particulièrement dans le Sud-Est, grosso modo de la province de Farah à celle de Kunar. L'insécurité a des degrés d'intensité divers. Depuis 2001, l'année 2005 a été l'année la plus meurtrière : plus de 1400 personnes tuées. Deux sources sont principalement à l'origine de cette insécurité :

1^{ère} source : les attentats perpétrés à l'encontre de l'ISAF (force internationale d'assistance pour la sécurité) ou contre les forces afghanes (police et armée). Ils seraient le fait des talibans, de membres du réseau d'al Qaïda et probablement d'autres acteurs exclus du nouveau jeu politique

qui se met en place.

2nde source : les combats qui ont lieu dans le cadre de l'opération "liberté immuable" entre les forces de la coalition principalement américaines et les talibans et des membres du réseau d'al Qaïda. Ces combats entraînent des morts aussi bien du côté américain que du côté des forces adverses, et même parmi les civils. Ils ont principalement lieu dans le Sud et le Sud-est, c'est-à-dire dans la ceinture pachtoune, à proximité du Pakistan.

Ces attentats et ces combats menacent le processus de normalisation de l'Etat afghan. Quatre ans se sont déjà écoulés depuis la chute des talibans, et pourtant, l'Afghanistan n'est toujours pas sécurisé. Bien entendu, le niveau de violence est inférieur à celui qui prévaut en Irak : si l'on compare la situation de l'Afghanistan à l'Irak, l'intervention américaine en Afghanistan est une réussite. Tous les objectifs définis par les accords de Bonn ont été atteints. Une constitution a été votée, les élections présidentielles et législatives ont bien eu lieu. Les administrations fonctionnent à nouveau. L'aide promise est en grande partie arrivée et participe à la reconstruction du pays. L'activité économique reprend.

Toutefois, l'insécurité a un impact négatif sur la reconstruction du pays, qu'elle soit politique ou économique. L'insécurité ralentit la reconstruction dans les zones plus ou moins sécurisées et pénalise les zones où règne une forte insécurité, l'aide ne peut pas s'y déployer. Par ailleurs, elle ne permet pas à l'Etat d'asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire. Il est clair qu'elle représente un enjeu pour la stabilité du pouvoir sous peine de relancer des turbulences, d'autant que la présence de la communauté internationale n'est pas toujours vue d'un très bon œil par les Afghans même s'ils sont conscients de son rôle essentiel.

Sur un tout autre plan, les combats entre les forces de la coalition et ceux qu'elles appellent les terroristes ont des répercussions sur le Pakistan et sur la stabilité régionale. Comme les talibans et les membres d'al Qaïda ont des soutiens au Pakistan et s'y réfugient, les forces de la coalition n'hésitent pas les y poursuivre et à les y attaquer. Ces incursions se font avec l'accord des autorités pakistanaises, même si elles les condamnent pour ne pas se mettre à dos son opinion publique très hostile aux américains. Quoi qu'il en soit, ces bombardements provoquent régulièrement des manifestations et des incidents au Pakistan. Du coup, cette situation fragilise le pouvoir pakistanais perçu comme l'allié des USA qui a fait le choix (l'avait-il ?) de s'allier aux américains après le 11 septembre. On peut s'interroger sur les répercussions de ces bombardements : ne vont-ils pas entraîner de nouvelles turbulences au Pakistan, seront-ils susceptibles de déstabiliser le pouvoir pakistanais ?

- **La question du développement de la criminalité liée au pavot en Afghanistan**

L'Afghanistan est devenue le premier producteur d'opium dans le monde. La culture du pavot, qui ne concernait que 3 provinces, s'est étendue à une grande partie du territoire depuis la chute des talibans. Du coup, elle représente 40% du PIB afghan et concerne de nombreux acteurs. Bien entendu, les principaux bénéficiaires ne sont pas les paysans afghans mais des réseaux mafieux. Certains estiment que l'ensemble de la classe politique est impliqué dans le trafic, même des proches du président y serait impliqués. Le département d'Etat américain estime que l'Afghanistan est sur le point de devenir un narco-Etat.

Par ailleurs, le développement de ce type d'activité contribue au climat d'insécurité. Une campagne d'éradication de la drogue conduite par les britanniques est mise en place depuis plusieurs années. Mais il est clair que, si elle s'accélère et si elle devient plus oppressante, elle sera susceptible d'entraîner des turbulences, compte-tenu de la nature des acteurs impliqués et des enjeux financiers qui y sont liées.

Ainsi, les défis auxquels l'Afghanistan est confrontée sont encore loin d'être relevés et la

potentialité du danger persiste.

Texte de **Sonia Jédidi**

DEBAT

1. *Deux remarques concernant l'Ouzbékistan où j'ai séjourné. Tout d'abord il me paraît intéressant de souligner le caractère artificiel des "nations" ; ainsi quand on demande aux gens comment ils se définissent ils vous répondent : ouzbeks, tadjiks ou russes mais ils n'ont pas de mots pour exprimer leur appartenance nationale à l'état-nation dont ils relèvent.*

La seconde remarque concerne l'Islam : en Ouzbékistan il m'est apparu très différent de l'Islam du Maghreb. La religion est (comme en Occident) une affaire personnelle et privée et la vie à Tachkent n'est pas rythmée par les appels du muezzin ; de même, lors du ramadan, on n'observe pas l'agitation que l'on note dans les villes du Maghreb. Néanmoins le gouvernement tente d'attribuer aux islamistes les agitations intérieures tels les événements d'Andijan ; les peuples ne sont pas dupes, ils évoquent la misère et n'attribuent pas à l'Islam le moteur des révoltes.

Sonia JEDIDI : Je suis tout à fait d'accord avec vous. L'Islam n'est pas vécu ici de la même manière que dans n'importe quelle ville du Maghreb ; pour comprendre cette situation il convient de prendre en compte toute la période soviétique qui a laissé des traces... En revanche, j'ai noté au fil des années une progression de la pratique religieuse, qui s'observe uniquement dans la sphère du privé. L'évocation du "problème islamique" est essentiellement mis en exergue par le pouvoir en place ; c'est ainsi que la vallée de la Ferghana est décrite comme un foyer islamique alors que, pour m'y être rendue, j'ai constaté que les gens n'y sont pas plus voilés qu'ailleurs. Certes il existe quelques enclaves radicales ; en effet, sur des portions de territoires, on observe des pratiques de l'Islam plus rigides. Mais on ne peut pas en conclure que demain l'Asie Centrale passera entre les mains de croyants qui vont militer pour mettre en place un état islamique régi par les lois charaïques ; or le pouvoir en place tente d'alarmer les populations en agitant cette menace.

2. *Deux questions. La première a trait à la **drogue** et à l'Afghanistan comme narco-état. Pouvez-vous développer les rôles des acteurs et les jeux d'influences, notamment des hommes politiques, sur cette question ?*

*La seconde rejoint votre rôle au sein d'une ONG ; je pose la question de **l'aide internationale** et du relais que pourraient prendre les pouvoirs publics et les afghans eux-mêmes en matière de projets de développement ?*

S.J. : Depuis 3 ans l'état afghan initie des programmes mais, faute d'un nombre suffisant d'acteurs sur place, il en sous-traite une partie à des ONG internationales. Constat est fait qu'il n'y a pas encore assez de structures afghanes susceptibles de mettre en place des projets de développement. Ainsi l'aide internationale reçue directement par l'Etat re-transite en partie vers les ONG internationales et d'autres structures. Le relais afghan n'est pas encore prêt, les organismes afghans ne sont pas assez nombreux. Aujourd'hui les conditions d'un réel pouvoir d'action de la part des afghans ne sont pas rassemblées. Il existe certes une prise de conscience d'un nécessaire développement, mais les interlocuteurs de terrain font défaut. Cette situation s'explique en partie par la guerre qui a décimé une grande partie de la population alors qu'une autre partie s'expatriait vers l'Iran, le Pakistan et parfois l'Europe et les USA. En outre, aujourd'hui on observe une véritable fracture entre les afghans de l'extérieur et ceux qui sont restés, qui ont connu la guerre et

qui n'ont pas eu accès à l'éducation. Cette population ne possède pas toujours les capacités pour s'impliquer dans un processus de développement. Ainsi le pouvoir en place a recours à des experts étrangers rémunérés une fortune : c'est ainsi que l'aide internationale repart quelque part vers les pays occidentaux !!

Sur le narco-état, la question est complexe. On sait que ces acteurs sont des grands commandants, des seigneurs de la guerre avec tous les réseaux qui gravitent autour d'eux. Les paysans qui cultivent le pavot se trouvent liés dans un système de type féodal à des chefs locaux qui font peser une autorité sur ces populations vivant sur leurs fiefs.

3. *L'Asie Centrale a une histoire commune (du moins en ce qui concerne les cinq républiques ex-soviétiques) ; c'est également un espace qui a des voies de transport communes et traversé par deux fleuves principaux. N'y a-t-il pas un avenir possible pour ces jeunes états-nations de renforcer leur pouvoir, face à la Russie, à la Chine ou aux Etats-Unis, dans une forme d'union économique ? Existe-t-il déjà des formes d'intégration économique ?*

S.J. : Il est toujours difficile de mettre en place des unions économiques, et d'autant plus lorsqu'on est un jeune état-souverain en grandes difficultés économiques. Ces états-nations sont aujourd'hui dans une logique de marquage de territoire. Vous avez raison quand vous évoquez l'existence de voies de communication communes ; elles sont une réalité qui datent du temps de l'URSS, les marchandises les empruntaient pour transiter d'un point à un autre sans frontières. Aujourd'hui des frontières découpent ces territoires et, pour passer d'un pays à un autre, la question des visas se pose, avec la prise de conscience de passer d'un état souverain à un autre. Ainsi ces jeunes états-nations usent de différents stratagèmes d'évitement concernant le franchissement des frontières. Par exemple, toutes les routes construites à l'époque soviétique, qui permettaient de relier directement deux centres, sont aujourd'hui dédoublées afin d'éviter de traverser le pays voisin. En Ouzbékistan, ce phénomène est frappant : pays relativement riche avec un pouvoir fort, il dédouble les routes. On est dans une logique d'enfermement dans son propre territoire, et non dans une logique d'union économique régionale entre jeunes états. En auraient-ils les moyens ? Les pays de l'Union du Maghreb arabe, après une cinquantaine d'années d'indépendance, ne sont pas arrivés à s'unir dans un projet économique commun.

4. *Pour prolonger la dernière question, j'évoquerai un territoire dont vous avez très peu parlé, le Turkestan chinois (NW de la Chine) qui appartient aussi à l'Asie centrale. On approche, dans cette région du monde, des limites d'une construction régionale. Effectivement, à partir du moment où il existe des frontières qui paraissent absolument intangibles, il apparaît totalement impossible de mettre en place institutionnellement un espace économique commun. En revanche, je pose la question de l'existence d'échanges officiels ou pas qui créeraient d'une manière informelle un espace régional d'échanges.*

S.J. : Des échanges informels existent, dans la plupart des cas un commerce de type "bazar". Le meilleur exemple est celui de la vallée du Ferghana où transitent d'un territoire à l'autre des produits de consommation courante en fonction des besoins identifiés d'un pays à l'autre.

D'une manière générale, l'état économique de ces nations ne permet pas des flux réguliers d'échanges ; toutefois des liens existent. Ils sont la résultante de l'organisation soviétique : ces pays sont tous dépendants les uns des autres, notamment par les infrastructures. Par exemple, lors de la constitution des républiques soviétiques, des choix avaient été faits : l'approvisionnement en eau venait du Kirghizstan, en échange le gaz venait de l'Ouzbékistan, etc... Ces flux ont toujours lieu et se maintiendront tant qu'il n'y aura pas de problèmes entre les deux républiques. Si la situation

venait à se dégrader, la menace de suspendre les approvisionnements est réelle.

5. Une question sur le contexte géopolitique lié aux ressources minières, pétrole et gaz. Comment voyez-vous l'évolution et les perspectives qui s'offrent à cette région dans la situation actuelle de crise énergétique mondiale ? Ces états auront-ils les moyens de développer un minimum d'indépendance énergétique face à la convoitise acharnée des USA et de la Russie ?

S.J. : Ces états sont extrêmement dépendants des grandes puissances, qui détiennent les bases des infrastructures et de la logistique nécessaires à l'exploitation et à la commercialisation des ressources minières. Pas d'indépendance possible envers les grands acteurs mondiaux que sont les USA, la Russie ou la Chine.

6. Une question sur l'environnement. Deux grands fleuves, le Syr-Daria et l'Amou-Daria, coulent vers une mer intérieure, la Mer d'Aral, dont on constate aujourd'hui l'assèchement après une monoculture forcenée du coton et le détournement de ces deux fleuves aux fins d'irrigation. Ce désastre écologique et le problème de l'eau qui s'ensuit ne vont-ils pas contribuer à entretenir, dans cette région désertique, des turbulences liées à la question de l'eau ?

S.J. : Effectivement, la question de l'eau entraîne des turbulences régulières. Il y a un formidable réseau d'irrigation qui date de l'époque soviétique, et, lorsqu'on observe l'état de la Mer d'Aral, ce désastre écologique est la conséquence d'une agriculture et d'une irrigation intensives conduites sans discernement. L'enjeu de l'eau pose problème, notamment dans la vallée du Ferghana où l'eau vient en grande partie du Kirghizstan : dès que des crispations entre Ouzbékistan et Kirghizstan se font sentir, l'arme de l'eau est utilisée. Or dans ces régions de cultures irriguées l'eau est essentielle.

7. A propos de l'ONG ACTED (Agence d'Aide à la Coopération et au Développement) : pouvez-vous développer l'historique, les enjeux et les acteurs qui s'y investissent ?

S.J. : C'est une association qui est née d'une initiative privée. A son démarrage, elle est portée par quatre fondateurs dont deux qui travaillaient en Afghanistan. Au départ cette ONG a été créée pour venir en aide aux réfugiés afghans au Pakistan, mais également pour assister une population afghane fragilisée par plus de quinze ans de guerre. Elle naît pour l'Afghanistan, mais progressivement elle élargit, entre 1995 et 1996, sa zone d'intervention aux pays frontaliers : le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan.

En 1997, à la demande du gouvernement français, ACTED intervient au Congo Brazzaville, suite à une série de conflits, pour mettre en place l'équivalent d'un "programme de boulangerie" qui avait fait ses preuves dans Kaboul dévastée. En 1998, elle intervient en Amérique Centrale après le passage de l'ouragan Mitch ; puis dans les Balkans à la suite des conflits au Kosovo, et au Moyen-Orient pour soutenir les populations irakiennes. En 2004, ACTED poursuit son engagement en Afrique Centrale en ouvrant des bureaux au Tchad et au Soudan en lien avec les événements du Darfour. En 2005, elle s'engage dans la reconstruction d'urgence en Asie du Sud, suite au tsunami ; elle agit actuellement en Inde, en Indonésie et au Sri Lanka. ACTED est aujourd'hui présente dans 17 pays et met en oeuvre près de 150 projets par an.

Pourquoi cet essaimage d'implantations ? La survie d'une ONG internationale aujourd'hui consiste à agrandir et à diversifier ses terrains d'intervention. C'est un enjeu pour les ONG. Toutefois j'apporte un "bémol" en précisant que cet enjeu d'ouverture est lié à notre structure. Dans les années 90, ACTED était inconnue du grand public, mais connue par les bailleurs de fonds par la façon dont elle conduisait ses programmes. Ainsi, en l'absence de donateurs privés, l'ONG est contrainte d'aller sur les lieux de crise où les bailleurs de fonds mettent de l'argent. On note une

professionnalisation montante de l'humanitaire, et les bailleurs de fonds imposent des critères de plus en plus stricts : les ONG n'ont pas d'autres choix que de grandir pour se donner les moyens de répondre à ces critères.

8. *Qui sont ces bailleurs de fonds, avec quels fonds fonctionne ACTED puisque l'appel aux fonds privés est secondaire ?*

S.J. : Effectivement l'appel aux bailleurs de fonds privés est minime peut-être 1000 euros par an. Les bailleurs de fonds institutionnels sont les gouvernements avec leurs grandes agences de coopération. Puis l'Union Européenne qui est un très gros bailleur, avec à l'intérieur toutes les grandes agences qui financent les crises d'urgence, les programmes de développement, les programmes d'éducation. Autres gros bailleurs de fonds : les Nations Unies et ses agences, par exemple le HCR pour les réfugiés, l'OMS pour les programmes de santé, etc. La Banque Mondiale aussi, puis les grosses agences américaines de coopération, etc.

9. *Dans cette énumération, il s'agit principalement d'organismes publics : peut-on parler alors d'organisation non gouvernementale vu que l'essentiel des fonds vient des gouvernements ?*

S.J. : L'expression "non gouvernementale" est un indicatif du privé et non pas d'état. Pour conserver dès le départ une certaine indépendance, ACTED a eu le souci de diversifier les origines de ses financements. Cette attitude lui autorise une relative indépendance et une marge de liberté comme de refuser tel ou tel programme. Les donateurs privés, eux, donnent aux ONG une réelle indépendance, comme faire des choix de crises, par exemple intervenir dans une zone de "crise oubliée". Sans donateur privé, on ne peut se rendre que sur les zones financées par les bailleurs de fonds ; or il y a des endroits dans le monde où les populations sont en situation dramatiques et où les ONG sont quasiment absentes faute de financements institutionnels.

10. *Une question relative à la latinisation de l'alphabet en Ouzbékistan ?*

S.J. : Dès l'indépendance une loi a été votée par laquelle la langue d'état en Ouzbékistan utiliserait un alphabet latin et non cyrillique. On était dans un contexte où les turcs pensaient avoir une influence dans la région, ils ont proposé à l'ensemble des pays turcophones (4 des 5 républiques sont turcophones) de leur offrir un alphabet latin commun. En vain car, pour affirmer leur différences dans le cadre de leur construction nationale, ces 4 républiques ont chacune choisi un alphabet différent ; c'est ainsi qu'en Ouzbékistan on a un alphabet latin défini par les Ouzbeks.

11. *Pourriez-vous nous éclairer sur la condition des femmes en Afghanistan ? En ce qui vous concerne, avez-vous toujours eu le sentiment d'y être en sécurité ?*

S.J. : Je n'ai jamais eu peur en Afghanistan, probablement parce que j'y séjourne dans le cadre d'une structure. ACTED a toujours favorisé l'emploi de la population locale qui, après formation, constitue les cadres de la structure. Ainsi on a autour de nous une équipe de locaux, des gens de confiance qui nous informent des problèmes qui peuvent surgir. C'est l'une des raisons pour laquelle je ne me suis jamais sentie en insécurité.

Sur la liberté des femmes en Afghanistan, celle-ci est difficile à mesurer. L'Afghanistan est un pays traditionnel où les talibans n'ont fait qu'imposer des normes qui se pratiquaient par ailleurs. Aujourd'hui la question vitale pour les femmes est l'accès à l'éducation et à l'alimentation : pouvoir se nourrir et nourrir sa famille sont les premières libertés pour les femmes afghanes ; les questions du voile et de la burka apparaissent secondaires dans leur quotidien. Toutefois on observe une

frange minime de population qui a eu accès à l'éducation et qui occupe des positions privilégiées dans la société afghane. Ces femmes apprécient la différence entre les conditions de vie de la période talibane et aujourd'hui où elles s'expriment et circulent librement ; elles représentent une frange minoritaire.

12 : *Pour revenir sur la question des **donateurs privés ou publics**. Si la dépendance vis à vis des donateurs publics est problématique, pourquoi ne pas rechercher des donateurs privés comme d'autres ONG ? Vous faites porter aux bailleurs de fonds publics le choix des crises ; mais les donateurs privés choisissent aussi leurs crises : lors du tsunami, ils ont refusé la réaffectation de leurs dons vers d'autres projets. N'y a-t-il pas un manque de volonté de rechercher des donateurs privés ? Au regard des crises dites "oubliées", les ONG n'ont-elles pas un rôle à jouer ?*

S.J. : Le choix de ne pas faire appel aux dons privés est un choix pragmatique pour *ACTED* qui n'est pas connue au départ ; l'association n'a pas de fonds propres et les campagnes de communication en direction des donateurs privés coûtent cher.

Concernant la répartition des dons vers les foyers de "crises oubliées", les ONG ont un rôle à jouer, mais qui dit "sensibilisation" dit campagne lourde de communication vis à vis des bailleurs de fonds privés. Ces campagnes ont des résultats aléatoires et imprévisibles. Il suffit de comparer les sommes considérables recueillies après le tsunami et les dons obtenus après le tremblement de terre au Pakistan.

13. *Une question sur les **langues** que l'on parle dans les républiques ex-soviétiques. Outre le turcique, on parle aussi le persan, le tadjik au Tadjikistan et dans tout le sud de l'Ouzbékistan. Est-ce que ces différentes langues ne créent pas des tensions, par exemple dans l'Ouzbékistan qui se trouvent scindé par les deux langues, l'ouzbek au nord et le tadjik au sud ?*

S.J. : Dans le domaine des langues, la question actuelle est la mise en place de la langue ouzbek aussi bien auprès des minorités nationales que des ouzbeks eux-mêmes. La langue pratiquée au quotidien était le russe, perçue aujourd'hui comme une langue coloniale. L'apprentissage écrit de l'ouzbek connaît des difficultés et le gouvernement ne cesse de retarder les échéances de passage à l'unique langue ouzbek dans l'administration et dans l'éducation ; les personnels ne possèdent pas tous la langue ouzbek. Par exemple, il arrive que les élites nationales fassent encore le choix des écoles russes espérant y trouver une meilleure qualité d'enseignement. Mais je n'ai pas constaté de fractures entre les tadjiks et les ouzbeks à propos de la langue, ce n'est pas mon sentiment.

14. *Une question sur les **rapports des ONG avec les gouvernements**. Comment vivez-vous les récentes annonces du gouvernement russe visant à réduire l'influence des ONG, voire les interdire en Russie ? Est-ce à dire que les ONG sont des obstacles pour la politique menée par le gouvernement russe sur son territoire et sur ses marges ?*

S.J. : Les ONG peuvent être des "empêcheurs de tourner en rond". J'ignore la situation des ONG en Russie, mais nous avons vérifié récemment sur le terrain, dans la vallée du Ferghana, que notre présence a gêné les pouvoirs en place. Il est des moments où les ONG doivent rester extérieures au jeu politique sous peine de ne pas pouvoir aider ceux qui en ont besoin.

Compte-rendu du débat établi par **Marie-Rose Gonne-Daudé** et revu par **Sonia Jéjidi**

Site Internet de l'ONG "ACTED" : www.acted.org

Bibliographie

- DJALILI Mohamed-Reza et KELLNER Thierry**, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Presses Universitaire de France, Paris, 2003 (3eme édition).
- RASHID Ahmed**, *L'ombre des Talibans*, Autrement, Paris, 2001, 283 p.
- RASHID Ahmed**, *Asie centrale, champ de guerres : cinq républiques face à l'islam radical*, Autrement Frontières, Paris, 2002, 232 p.
- ROY Olivier**, *L'Asie centrale contemporaine*, coll. « Que sais-je ? », 3601, Presses Universitaires de France, Paris, 2001, 128 p.
- ROY Olivier**, *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Seuil, Paris, 1997.
- ROY Olivier**, *L'Afghanistan : islam et modernité politique*, Seuil, Paris, 1985, 321 p.
- ABOU ZAHAB Mariam et ROY Olivier**, *Réseaux islamiques : la connexion afghano-pakistanaise*, Autrement, 2002, p. 85.
- JUNEAU Thomas, HERVOUET Gérard et LASSERRE Frédéric**, *Asie centrale et Caucase : une sécurité mondialisée*, Presses de l'Université de Laval, Sainte-Foy, 2004, p. 241.